

## MEXICO : CRISE ET CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Jacques Arnauld  
GRAL-IPEALT  
Université de Toulouse Le Mirail, France

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, les économies domestiques se trouvent soumises depuis une dizaine d'années aux secousses de l'inflation et des mesures d'austérité prises par les gouvernements. Il n'est de notre ressort ici ni de déterminer les causes ni d'analyser les ondes de choc de ces séismes, mais d'observer leurs effets au niveau des familles.

Les économies latino-américaines se caractérisent par des tensions particulièrement fortes entre les différents secteurs sociaux pour le partage des revenus. Un tel contexte favorise la propagation des ondes inflationnistes, et entraîne des inégalités très grandes dans la répartition des charges réelles lors de l'application de mesures d'ajustement. Faute de disposer d'excédents commerciaux, c'est sur la compression de la demande intérieure que sont obtenues en grande partie les ressources nécessaires au paiement des intérêts de la dette. Cette compression se fait au détriment des salaires en jouant sur leur faible vitesse relative d'indexation<sup>1</sup>. Les mesures d'ajustement cherchent ainsi à provoquer une épargne domestique forcée en ciblant la classe moyenne salariée. Elles atteignent de façon plus ou moins efficace selon les pays les couches élevées et les secteurs de rente. Quant aux classes marginalisées du marché formel du travail et des services, qui atteignent parfois des pourcentages relativement élevés, elles subissent des effets directs et indirects dont on ignore presque totalement la nature et l'ampleur.

Les modèles économétriques ne rendent pas compte des effets différenciés de l'ajustement, soit parce qu'ils sont trop agrégés et centrés sur les équilibres globaux, soit par manque de données. Quant aux mesures directes, elles sont encore pratiquement inexistantes. Entre les approximations des modèles, les indices partiels, les avis

<sup>1</sup> J. Adda, "Economies d'Amérique latine. Inflation et hyperinflation", *Alternatives économiques* n° 77, 1990.

d'experts et les affirmations des divers groupes sociaux, les contradictions sont grandes : selon des estimations de CASAR<sup>2</sup>, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté en Amérique latine serait passé de 20 à 150 millions entre 1981 et 1986 ; dans le Nordeste brésilien l'inversion en 1982 des tendances de la mortalité infantile coïncide avec l'application d'une politique d'ajustement<sup>3</sup> ; l'Argentine et le Venezuela connaissent des émeutes de la faim, sans que l'on sache très bien de quelles couches sociales elles émanent ; par contre le verrouillage économique au Brésil ne semble pas ébranler la cote politique du président Collor ; enfin selon une étude récapitulative de la FAO, les couches urbaines marginales et vivant au salaire minimum seraient plus touchées par les mesures d'ajustement que les catégories dites défavorisées du milieu rural<sup>4</sup>.

La nutrition offre une perspective intéressante pour apprécier le phénomène au niveau familial : elle permet d'introduire une dimension anthropologique dans l'étude des phénomènes économiques. En effet, la nutrition mesure les conséquences sur l'état physique de la population des phénomènes dans leur ensemble et inscrit la consommation alimentaire dans un cadre physiologique et socio-culturel. Elle est directement liée aux facteurs économiques qui pèsent sur le niveau de vie, tels les prix, les salaires, l'emploi et l'accès aux services publics et aux subventions.

### LA CRISE MEXICAINE

L'inflation, qui déjà en 1981 atteignait le taux annuel de 26 %, s'élevait en 1983 à 99 % et dépassait 100 % en 1986 après un léger répit en 1984-1985. En 1986, la valeur réelle du salaire minimum ne représentait plus que 50 % de celle de 1976. Les salaires réels avaient chuté de 32 % entre 1981 et 1985. En même temps, les dépenses publiques relatives au développement social ont été réduites de 23.5 % entre 1981 et 1984, les

<sup>2</sup> CASAR (Comité de Acción para la Seguridad Alimentaria Regional), "National food programs in Latin America and the Caribbean : a response to the economic crisis", Buenos Aires, 1986.

<sup>3</sup> U.N. ACC/SCN (Comité administratif de coordination/ Sous-Comité de nutrition des Nations unies), "First report on the world nutrition situation", c/o OMS, Genève, nov. 1987.

<sup>4</sup> FAO, "Effects of stabilization and structural adjustment programmes on food security", FAO-ESD, Document technique n° 89, Rome, 1989.

subventions à la consommation de *tortilla* et de pain se sont trouvées considérablement réduites à partir de 1986. L'emploi, en termes généraux a souffert une réduction moindre que les revenus et la production, mais les tendances ont été différentes suivant les secteurs : entre 1981 et 1986, il a diminué de 12 % dans l'industrie mais a progressé de 20 % dans la construction. Analysant la politique d'ajustement du gouvernement, David Ibarra<sup>1</sup> conclut : "D'un point de vue purement économique, la politique gouvernementale a mis l'accent sur les mesures à court terme recommandées par le FMI... En n'apportant pas de solutions aux déséquilibres de fond qui se présentent du côté de l'offre, les politiques récessives doivent être maintenues durant des périodes de plus en plus longues, ce qui représente des coûts humains de plus en plus lourds". Est-il nécessaire de rappeler que la ville de Mexico compte près de 20 millions d'habitants, que la force de travail au Mexique est organisée en une fédération nationale qui constitue une base électorale importante du PRI et que les programmes de subvention et de redistribution ont jusque-là constitué des instruments importants de stabilisation politique?

#### L'ENQUÊTE DE L'INSTITUT NATIONAL DU CONSOMMATEUR (INCO)

En juin 1985, l'INCO a entrepris une étude longitudinale afin de suivre les effets de la crise au niveau des familles de revenus faibles et moyens. Semestre après semestre la situation laborale, économique et alimentaire d'un échantillon fixe de foyers, choisis de façon aléatoire, a été suivie. L'échantillon n'est pas pondéré, le but n'étant pas d'extrapoler les résultats en termes quantitatifs mais plutôt d'analyser et d'interpréter un phénomène. Deux grandes catégories de familles ont été distinguées : celles dont le chef appartenait au secteur dit *formel* (emploi fixe et jouissant d'une couverture sociale étendue à sa famille) et celles dont le chef appartenait au secteur *informel*, (à son compte, sans couverture sociale).

Des tranches de revenus familiaux ont été établies arbitrairement à l'intérieur de ces deux catégories. Un premier échantillon d'environ 50 familles par groupe a été enquêté à six reprises, de juin 1985 à février 1988. En août 1986, une nouvelle série de six enquêtes a été commencée sur un nouvel échantillon de même taille.

<sup>1</sup> David Ibarra, 1989, "Ajuste y progreso social en México", *Investigación Económica*, n° 190, pp. 87-105, México.

#### Identification des familles enquêtées

	Sigle	Tranche de revenu familial
Formel, revenus faibles	FB	0.8-1.5 x S.M.*
Formel, revenus moyens-faibles	FMB	1.5-2.5 x S.M.
Formel, revenus moyens	FM	2.5-3.5 x S.M.
Informel, revenus faibles	IB	0.8- 1.5 x S.M.
Informel, revenus moyens	IM	1.5- 3.5 x S.M.

\* S. M. Salaire minimum individuel

Les résultats publiés<sup>2</sup> de cette enquête se rapportent au premier échantillon. Ils montrent que le secteur le plus touché par la crise, en termes de perte de pouvoir d'achat, est le secteur "formel de revenus moyens"; le groupe FM a en effet perdu 25 % de son pouvoir d'achat entre juin 1985 et février 1988. Les catégories qui semblent faire le mieux face à la crise sont paradoxalement les secteurs de faibles revenus, formels ou informels, dont le pouvoir d'achat a globalement connu au cours de cette période une légère amélioration. Cette étonnante adaptation des couches qualifiées habituellement de "défavorisées" s'explique par leur capacité à multiplier les sources de revenus en lançant sur le marché du travail informel un nombre de plus en plus grand de personnes. Le nombre de "percepteurs de revenus" a en effet augmenté de 35 à 40 % dans les couches de faibles revenus (FB et IB respectivement) contre seulement 4 % dans les couches de revenus moyens (FM et IM).

Si on analyse la dépense alimentaire, on constate des chutes de 23% et 14% pour les groupes de faibles revenus, formels et informels, qui sont semblables à celles enregistrées pour les groupes homologues de

<sup>2</sup> José Manjares M. "Los cambios en el consumo alimentario por los efectos de la crisis económica en la ciudad de México y área conurbana, 1985-1988" *Investigación económica* n° 190, UNAM, Mexico 1989, pp. 107-142. Jacques Arnauld, "Repercusiones nutricionales en situaciones de crisis y de políticas de ajuste económico", *L'Ordinaire Mexique Amérique centrale* n° 124 GRAL-IPEALT, Toulouse, 1990. INCO, "El gasto alimentario de la población de escasos recursos de la ciudad de México", *Comercio Exterior*, vol. xxxix, n° 1 Mexico 1989.

**Revenus monétaires et dépenses alimentaires**  
(pesos et %, août 1986)

	FB	FMB	FM	IB	IM
Revenu hebdomadaire \$	20560	31650	37762	21021	35572
Revenu chef de famille \$	18 269	22 980	23 155	17 378	21 740
(%)	89	73	61	83	61
Apport revenus fixes (%)	87	85	83	36	56
Dépense alimentaires \$	10 570	14 161	13 762	10 977	13 846
Dépense /revenu (%)	51	45	36	52	39
Dépense produits animaux \$	4 969	6 719	7 050	5 207	6 849

revenus moyens (28 % et 15 % respectivement). Ces résultats corrigent les interprétations trop optimistes des données sur les revenus, dans la mesure où ils révèlent des difficultés d'équilibre de budget, qui obligent les familles de tous les groupes à comprimer de façon considérable leurs dépenses alimentaires<sup>1</sup>. La réduction des dépenses alimentaires dans toutes les familles se traduit par un ajustement de la composition du panier. On observe un accroissement des achats de céréales, mais aussi de lait et de viande de poulet qui viennent compenser une réduction des achats d'huile et de viande de bœuf et de porc. Cette restructuration, que l'on constate dans tous les groupes, va dans le sens d'une minimisation des risques nutritionnels par le maintien d'un équilibre remarquable du panier alimentaire. Les données concernant la valeur nutritionnelle des paniers indiquent que l'apport énergétique s'est maintenu dans les couches de faibles revenus, mais à un niveau inférieur aux normes recommandées.

#### LA PÉRIODE AOÛT 1986 - FÉVRIER 1988

Les résultats qui sont présentés ici se rapportent au deuxième échantillon et couvrent quatre prises de données successives effectuées respectivement en août 1986, février et août 1987 et février 1988. Les données utilisées proviennent d'une série de tableaux non encore publiés de l'INCO. Il s'agit d'une analyse préliminaire dont le but est de formuler un certain nombre d'hypothèses.

#### Août 1986. Situation économique et alimentaire

La différence de revenus entre les groupes est en partie due à une différence de niveau de rémunération par personne, en particulier entre les chefs de familles. Elle s'explique également par le nombre absolu de percepteurs par famille, plus élevé dans les couches de revenus moyens, dont les familles sont plus nombreuses et plus âgées.

Ces différences de revenu ne se transmettent que de façon très amortie au niveau des dépenses alimentaires, puisque le groupe formel de revenus moyens (FM) ne dépense par personne en alimentation que 1.14 fois plus que le groupe formel de revenu faible (FB) alors que son revenu est 1.84 fois supérieur. On notera par ailleurs que la part du revenu réservé au panier alimentaire est très inférieure, dans un groupe comme dans l'autre, à celle indiquée par les enquêtes nationales de budget des familles. S'il est vrai que la fiabilité des données, en ce qui concerne les revenus, est limitée et pourrait expliquer en partie ces divergences, le nivellement incontestable de la dépense alimentaire indique néanmoins que la crise exerce une pression extrêmement forte sur le volet des dépenses alimentaires, dans tous les groupes ; l'alimentaire apparaît de fait comme un volet d'une compressibilité insoupçonnée.

Etant donné les faibles différences entre les groupes dans la dépense alimentaire *per capita*, on ne peut s'attendre à de grands écarts dans la composition des paniers. Effectivement chacun des cinq groupes ne fait que s'écarter modérément, dans un sens ou dans l'autre

<sup>1</sup> Cela signifie que le taux officiel d'inflation utilisé ici comme déflateur pour mesurer l'évolution du revenu réel est largement sous-estimé. Le pouvoir d'achat alimentaire des couches de faibles revenus a dangereusement chuté.

**Achats de produits alimentaires de base**  
(gr. par personne et par jour)

	FB	FMB	FM	IB	IM
Total	371	331	335	383	340
Céréales					
Tortillas de maïs	271	214	230	271	234
Haricot	25	23	25	27	21
Lait	257	164	195	169	163
Viande	46	63	57	42	52

suivant les produits, d'une structure de consommation commune. Ainsi on observe les tendances classiques d'augmentation de la consommation de viande (de préférence de bœuf mais également de porc). Inversement, la consommation de *tortillas*, d'œufs, de poulet diminue avec le revenu. Curieusement, à Mexico, la consommation de lait est en fonction inverse du revenu : le programme de subvention sélectif à la consommation de lait, exécuté par l'entreprise d'Etat LICONSA semble efficace.

Il est difficile d'apprécier la valeur nutritionnelle des paniers : il serait hasardeux de calculer un taux d'adéquation aux besoins, les données sont insuffisamment précises. Cependant, la part du budget occupée par les dépenses en produits d'origine animale, quel que soit le groupe, et la consommation de lait remarquablement importante, sont des éléments positifs qui dénotent un certain niveau de diversification et d'équilibre alimentaire. Par contre, la faible consommation de graisses, peu différenciée entre les groupes, et la consommation élevée de céréales (plus de 1 000 KCal par jour par personne) sont caractéristiques de régimes pauvres. Le groupe informel de faibles revenus est celui dont le panier est le plus déséquilibré ; le lait y est

présent dans une proportion nettement plus faible que dans le panier de son homologue du secteur "formel".

*Évolution de la situation économique d'août 1986 à février 1988.*

Globalement, les données de février 1988 coïncident avec les observations faites sur le premier échantillon : elles reflètent un tassement vers le bas des revenus moyens, les revenus faibles se maintenant (mieux d'ailleurs dans le secteur "formel" que dans le secteur "informel").

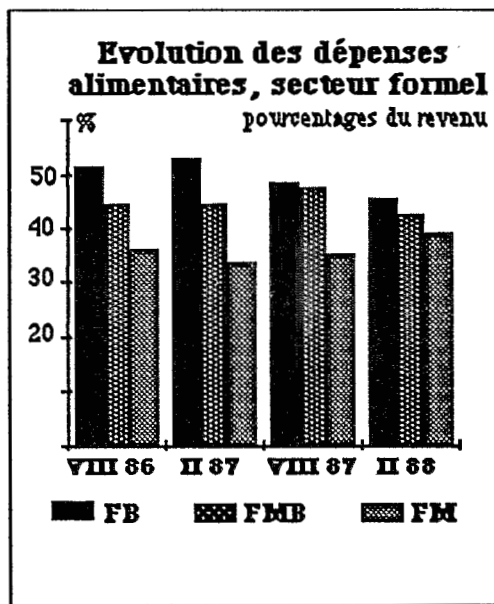
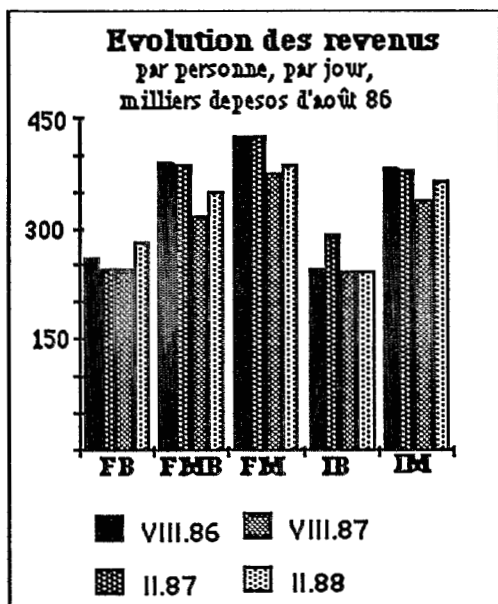
Est-ce à dire que les couches de faibles revenus ne sont pas touchées par la conjoncture économique, voire qu'elles parviendraient à en tirer parti ?

Le salaire du chef de famille a diminué en valeur réelle de 3 % pour le groupe FB et de 14 % pour les groupes FMB et FM, ce qui traduit une certaine protection des bas salaires. Par contre, le groupe FB aura dû augmenter de 10 % la force de travail et compenser par des emplois informels la perte sèche d'emplois formels : la part des revenus fixes dans le revenu global est tombée de 87 % en août 1986 à seulement 62 % en février 1988.

Le secteur informel présente un comportement particulier. Le revenu individuel du chef de famille dans le groupe de faibles revenus a diminué de 12 % et la force de travail a augmenté de 18 %, ce qui représente une baisse considérable du niveau de rémunération par personne (17 %). De plus, l'évolution du revenu de ce groupe apparaît beaucoup plus erratique que celle des autres groupes, ce qui suggère une plus grande fragilité. Par contre, le secteur informel de revenus moyens semble mieux s'adapter à la conjoncture, si l'on en juge par la capacité du chef de famille à maintenir son revenu individuel et par la faible incorporation (4 %) de nouveaux membres au marché du travail.

**Revenus monétaires et dépenses alimentaires**  
(février 1988, pesos d'août 1986)

		FB	FMB	FM	IB	IM
Revenu hebdo	%	22807	27141	35517	20608	33820
Variation 1988/1986	%	+ 11	- 14	- 6	- 2	- 5
revenus fixes	\$	17672	20169	20339	15306	21992
Part du revenu	%	62	78	77	43	58
Dépenses alimentaires	\$	10434	11627	13940	9710	12804
Variation 1988/1986	%	- 1	- 18	+ 1	- 12	+ 8



Ces données traduisent donc un phénomène d'aplatissement de la pyramide des revenus dans le secteur formel et de glissement de ce secteur vers un secteur informel dont les revenus par personne sont de plus en plus bas. Seul le secteur informel de revenus moyens montre une capacité d'adaptation réelle, en indexant sur l'inflation les revenus "moyens" des chefs de famille.

*Évolution du panier alimentaire, d'août 1986 à février 1988*

L'évolution des revenus familiaux, semestre par semestre indique une légère récupération en février 1988 pour l'ensemble des groupes étudiés. Les dépenses alimentaires suivent globalement ces variations, tant à la baisse qu'à la hausse, quoique de façon plus ou moins amortie suivant les groupes. Dans le secteur formel on note une grande convergence des trois groupes en ce qui concerne la part du revenu allouée aux dépenses alimentaire.

Par contre, quel que soit le groupe, un parallélisme presque parfait peut être établi entre revenu et dépenses en produits alimentaires d'origine animale. Le pourcentage des revenus alloué à l'achat de produits d'origine animale est remarquablement constant d'un groupe à l'autre et dans le temps : il est de l'ordre de 22 % et ne s'écarte de cette valeur que de quelques points.

Contrairement aux résultats de l'analyse transversale comparative entre groupes socio-économiques, qui met en évidence des phénomènes de substitutions en fonction du revenu entre produits de "prestige" et produits

de "base", l'analyse longitudinale révèle qu'une récupération des revenus moyens entraîne un accroissement de la consommation de produits de base tels que la "tortilla" (pour le groupe FMB), le haricot ou le poulet (FMB et FM). En d'autres termes, le comportement alimentaire des couches dites de revenus moyens est analogue à celui des couches de revenus faibles : il est caractéristique d'une situation alimentaire précaire, pour ne pas dire plus. De fait, pour ce qui est de la consommation de viande, de haricot et de lait, les différences entre groupes s'estompent. Pour le lait, l'antagonisme avec le revenu, même dans une perspective longitudinale est surprenante ; tout se passe comme si obtenir le lait de LICONSA ne relevait pas tant d'un problème de coût que de contraintes d'autant moins acceptées que la pression économique est moins forte.

**CONCLUSION**

En prenant comme limite supérieure de revenu familial 3.5 fois le salaire minimum individuel, lors de la mise en place de l'enquête en juin 1985, l'INCO estimait prendre en compte un univers comprenant environ 50 % de la population de la ville étendue de Mexico. Le même critère appliqué aujourd'hui concernerait un pourcentage de personnes beaucoup plus élevé. D'un point de vue économique, les données de l'enquête coïncident avec l'hypothèse d'un étalement des revenus vers le bas, la base de la pyramide élargie puisant de plus en plus les ressources de sa survie dans des activités informelles sous-rémunérées.

Même si le plancher de cette pyramide résiste, il serait faux d'en conclure que l'impact de la crise est relativement plus fort dans les couches de revenus moyens que dans celles de faibles revenus. L'utilisation de la variation relative du pouvoir d'achat comme indicateur d'impact est à ce sujet trompeuse car cette variation n'est pas indépendante du revenu ; les revenus les plus faibles semblent avoir atteint un seuil incompressible. Le pouvoir d'achat des familles à revenus moyens a chuté, mais le coût, quoique très élevé, s'inscrit surtout dans le court terme : il relève d'un processus qui semble réversible. Par contre, pour les familles de faibles revenus, le sacrifice apparaît centré sur des facteurs plus structurels et induit donc des effets largement irréversibles et préjudiciables dans le long terme. Là, le coût s'exprime en termes de santé, de soins donnés aux enfants, et se traduit par un déficit en éducation et en formation : il hypothèque donc l'avenir. Seul un certain secteur informel, sans doute relativement spécialisé dans ses activités, semble montrer un dynamisme positif et une réelle capacité d'adaptation.

Du point de vue de la consommation alimentaire, les données ne laissent pas apparaître de comportements fondamentalement différents entre les groupes. Tous sont perçus comme attachés à un même modèle de consommation urbaine, qui valorise les produits d'origine animale en y allouant une part étonnamment constante du revenu, qui maintient une certaine diversité, et qui se réfugie en cas de difficulté vers les produits traditionnels de base avec une remarquable rationalité nutritionnelle. Avec le nivellement des revenus, se produit une homogénéisation

de la consommation alimentaire. Tout se passe comme si les groupes de faibles et de moyens revenus tendaient vers un même point de fuite. L'écart entre les paniers, déjà relativement faibles en août 1986, se sont réduits de façon significative au cours de la période étudiée.

Le panier alimentaire des groupes de revenus dit "moyens" présente les caractéristiques d'un régime relativement pauvre. La faible part du revenu consacré à son acquisition indique que c'est sur l'alimentaire que se reporte une grande partie du sacrifice exigé par la crise. Est-ce à dire que la population est menacée massivement de dénutrition ? Une étude<sup>1</sup> sur dossiers médicaux, réalisée dans les hôpitaux périphériques de la ville de Mexico durant la même période, n'a permis de relever aucun indice tangible de recrudescence notable de la dénutrition. Ce résultat, conforme aux observations faites à partir de l'enquête de l'INCO, ne signifie pas pour autant que l'impact nutritionnel ait été négligeable. La dénutrition qui caractérise le milieu urbain, est une dénutrition relativement légère mais chronique, dont les effets imperceptibles affectent le développement de l'enfant puis de l'adulte en agissant sur sa santé, sa réussite scolaire puis professionnelle. Les données de consommation de l'INCO soutiennent l'hypothèse que la dénutrition légère s'est largement répandue, atteignant les couches de revenus moyens. En d'autres termes, elles indiqueraient que la crise économique porte préjudice à long terme au développement intégral d'une part de plus en plus importante de la population de la ville de Mexico.

<sup>1</sup> FAO, 1988, "Indicadores hospitalarios de nutrición y salud". Rapport de consultation du projet SISVAN, MEX/82/014, FAO-ESN, Rome.